

Pour diffusion immédiate

13 Octobre 2021

Les Militants Africains de l'eau résistent à la privatisation des entreprises pendant que la Banque mondiale se réunit.

La société civile et les militants syndicaux de la plate-forme *Coalition Notre Eau ,notre droit Afrique* ont appelé les gouvernements africains à rejeter la privatisation de l'eau et à exiger le retour des systèmes d'approvisionnement en eau saisis par des sociétés privées entre les mains du peuple africain pour qu'ils soient financés par des fonds publics et équitablement gérés.

La coalition a fait cette demande lors de la conférence de presse internationale d'aujourd'hui où le rapport - *L' Afrique doit se lever et résister à la privatisation de l'eau* a été lancé dans le cadre des activités prévues pour marquer la Semaine Africaine d'Action contre la privatisation de l'eau qui a commencé le 11 octobre 2021 et qui se poursuivra jusqu'au 15 octobre. La semaine d'action coïncide avec les réunions annuelles de la Banque mondiale et du Fond Monétaire International (FMI), institutions qui, selon la coalition, sont parmi les plus grands moteurs de la privatisation de l'eau en Afrique.

L'Afrique doit se lever et résister à la privatisation de l'eau explique comment la privatisation constitue la menace la plus inquiétante pour le droit des Africains à l'eau en citant les échecs de la privatisation de l'eau aux Etats-Unis, au Chili et en France comme leçons pour les gouvernements africains, actuellement sous la pression de la Banque mondiale et d'un nombre d'institutions financières multilatérales à s'engager sur la voie de la privatisation.

Les militants exprimant leurs revendications viennent du Cameroun, du Gabon, du Ghana, du Kenya, du Mozambique, du Nigeria, du Sénégal, de la Tanzanie et de l'Ouganda, représentant des parties du continent actuellement menacées par la privatisation de l'eau. Certains des groupes sont Corporate Accountability and Public Participation Africa (CAPPA), Public Services International (PSI), Africa Center for Advocacy (ACA), Syndicat Autonomes des Travailleurs de l'Eau du Sénégal, entre autres.

Ils insistent sur le fait que si l'eau reste l'une des nécessités les plus fondamentales pour la vie, des sociétés géantes comme Veolia et Suez, soutenues par des institutions financières internationales comme la Banque mondiale exploitent ce besoin fondamental en essayant de privatiser l'eau à travers le continent africain, menaçant de laisser des millions de personnes qui souffrent sans eau.

Akinbode Oluwafemi, Directeur exécutif de la CAPPA, qui a insisté sur la nécessité d'une résistance de la communauté et des travailleurs à la privatisation, a fait la déclaration suivante:

« Peu importe d'où vous venez sur ce continent, la menace de la privatisation de l'eau est réelle. Les entreprises et les institutions comme la Banque mondiale essaient d'aspirer l'eau et les profits de l'Afrique comme si elles avaient une énorme paille à boire. Mais les Africains disent non: notre eau, notre droit. Nous n'avons pas besoin d'institutions financières ou d'entreprises internationales pour prendre soin de nos employés.

Concernant les impacts de la privatisation de l'eau sur les travailleurs en Afrique et le rôle des syndicats dans le mouvement auquel elle est confrontée, le Dr Everline Aketch, Secrétaire sous régionale pour l'Afrique anglophone, PSI déclara:

« En tant que travailleurs et citoyens, nous sommes les gardiens de la bonne gouvernance. Ainsi, le mouvement syndical se joint à la société civile pour dire que l'eau, c'est la vie. Lorsque les gouvernements autorisent la privatisation de l'eau, cela signifie qu'ils essaient de tuer notre peuple. »

En reliant la lutte pour la justice de l'eau en Afrique au plus grand mouvement Mouvement panafricain pour la libération des Noirs, le Dr Melina Abdullah de Black Lives Matter Grassroots déclara:

« C'est un principe africain selon lequel les gens devraient partager et avoir droit aux ressources du monde. L'idée que l'eau pourrait être une propriété privée est une notion de la suprématie blanche. L'accès à l'eau devrait être un droit de l'homme, pas quelque chose détenu par le capitalisme suprémaciste blanc ».

"Quand nous disons Black Lives Matter, ce n'est pas seulement un combat pour mettre fin à la violence sanctionnée par l'Etat et à la brutalité policière contre les Noirs. Il s'agit également de toute forme d'injustice contre les Noirs et les personnes de couleur dans le monde entier à travers des politiques capitalistes telles que privatisation des services sociaux, y compris l'eau. Nous devons donc nous opposer partout à la privatisation.

Au sujet de leurs expériences de lutte contre la privatisation et l'injustice de l'eau au Cameroun et au Sénégal, ainsi que sur le pouvoir d'organisation, l'Africa Center for Advocacy, Cameroun et le Syndicat Autonomes des Travailleurs de l'Eau du Sénégal partagent leurs points de vue suivants:

Younoussa Abbasuka, Chargée de plaidoyer, ACA, Cameroun a déclaré:

« Le Cameroun a déjà traversé une tempête provoquée par la privatisation de l'eau. Maintenant, notre gouvernement doit nous protéger de la pression de la Banque mondiale, qui fait souffler des vents forts en faveur des bénéficiaires, pas des personnes. Protéger le Cameroun

et garantir un environnement sain en investissant dans d'approvisionnement en eau par le secteur public»

Oumar Ba, Ingénieur Environnement, (Syndicat Autonomes des Travailleurs de l'Eau du Sénégal) insiste:

« Tout le monde a besoin d'eau pour vivre. Au Sénégal, j'ai été témoin des impacts de la privatisation de l'eau, et je sais que le contrôle de Suez sur notre système d'eau en d'approvisionnement est une menace pour l'avenir du peuple sénégalais. L'eau doit être une ressource publique et non un bien privatisé.

Leonard Shang-Quartey, coordinateur de l'Alternative World Water Forum Afrique a également exposé les plans de la Banque mondiale pour s'assurer que ses plans de privatisation avancent sans être contestés en Afrique. *V Afrique doit se lever et résister à la privatisation de l'eau* .Voici ses propos:

« La détermination de la Banque mondiale à s'emparer de l'eau de l'Afrique est la raison pour laquelle le Conseil mondial de l'eau souhaite organiser le soi-disant Forum mondial de l'eau en Afrique en mars 2022 au Sénégal, l'un des rares pays où le partenariat public-privé dans le domaine de l'eau fonctionne toujours malgré d'énormes échecs et des ravages qu'il a causés au peuple. »

La coalition Notre eau, notre droit Afrique insiste sur le fait que les dirigeants gouvernementaux doivent investir dans des systèmes publics d'approvisionnement en eau où il y a une participation publique significative à la gouvernance de l'eau, en mettant particulièrement l'accent sur les perspectives de ceux qui sont généralement exclus des processus de prise de décision, y compris, mais sans se limiter aux les femmes, aux personnes à faible revenu et aux communautés rurales.

Une déclaration de prise de position partagée par la coalition renforçant son opposition à la privatisation de l'eau et exprimant des demandes aux gouvernements, aux entreprises et aux institutions a été approuvée par plus de 100 organisations du monde entier.

#####

LES MESSAGE DE SOLIDARITE:

Prof. Sofiri Joab-Peterside: Université de Port Harcourt, Nigéria

« Si l'eau est la vie, alors la marchandisation de l'eau équivaut à la marchandisation de la vie. Nous devons nous lever et dire un « non » catégorique à la marchandisation de l'eau en Afrique. L'accès à l'eau est un droit et en tant que tel, les gouvernements africains doivent respecter, protéger et réaliser le droit à l'eau pour tous les Africains et faire les investissements nécessaires pour développer le secteur de l'eau »

Anne Le Strat: Ancienne Adjointe à la Maire de Paris et Présidente d'Eau de Paris

« La gestion privée du réseau d'eau de Paris par les multinationales Veolia et Suez n'a pas réussi à fournir aux Parisiens la qualité de service qu'ils méritent. La remunicipalisation a permis un meilleur service avec des tarifs plus bas et une plus grande participation du public à la gouvernance. L'eau, notre droit' qui s'oppose à la privatisation de l'eau dans ses propres collectivités", a déclaré Anne Le Strat, ancienne Maire adjointe à la mairie de Paris et présidente d'Eau de Paris, qui a mené la remunicipalisation en 2009

Philip Alston: Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme (2014-2020)

« La privatisation est devenue un mantra en Afrique et au-delà. Mais les faits, si l'on se donne la peine de les étudier, montrent clairement que dans la plupart des cas, il est plus cher, il résulte à un service pour beaucoup moins de personnes, met le service hors de portée des acteurs démocratiques et des tribunaux, et désavantage résolument les groupes à faible revenu. Mais la privatisation est fortement encouragée car elle est extrêmement rentable pour le secteur privé et permet aux gouvernements de se débarrasser des quelques responsabilités qu'ils avaient auparavant. »

Léo Heller : Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits à l'eau potable et à l'assainissement (2014-2020)

« La privatisation des services d'eau et d'assainissement a conduit à de graves risques de violations des droits de l'homme dans le monde entier, notamment l'accent mis sur la maximisation des profits et une situation de pouvoir asymétrique. Les États doivent faire tout leur possible pour remplir leur obligation de respecter, protéger et réaliser les droits humains à l'eau et à l'assainissement, en particulier pour les populations historiquement marginalisées. Je suis solidaire de la coalition Our Water, Our Right Africa alors qu'elle résiste à la privatisation et plaide pour une voie plus juste.

Gwen Moore :Membre du Congrès Americain

« Cette semaine, les dirigeants communautaires et syndicaux à travers le continent africain tirent la sonnette d'alarme sur la menace généralisée de la privatisation de l'eau dans leurs communautés. Cette question me tient à cœur depuis que j'ai appelé la Banque mondiale, l'un des plus grands moteurs de la privatisation dans les pays du Sud, à mettre fin à sa promotion de la privatisation de l'eau en 2016. Alors que la Banque mondiale commence ses réunions annuelles cette semaine et les gouvernements du monde entier réfléchissent rebatir dans les années à venir, le travail de la Coalition Notre Eau, Notre Droit Afrique ne pourrait pas être plus opportun.

Ces organisateurs ont vu de visu l'impact dévastateur que la privatisation a eu sur les communautés et les travailleurs du monde entier, et je me tiens à leurs côtés pour défendre le droit humain à l'eau pour tous.

#####

Coordonnées:

Philip Jakpor, Directeur des Programmes ,CAPPa +234 803 725 6939 ou
jakporphilip@gmail.com

Lena Greenberg, Responsable des médias, CAPPAR

+1 646 620 5344 ou lgreenberg@corporateaccountability.org